

## **Action Extérieure de l'État : (Meyer Habib)**

Monsieur le président,

Monsieur le ministre,

Mes chers collègues,

**Nous sommes rassemblés** aujourd'hui en une semaine bien triste pour la France et pour la liberté de la Presse, et qui nous rappelle cruellement l'importance de « l'Action extérieure de l'Etat ».

Les corps de Ghislaine Dupont et de Claude Verlon, deux journalistes passionnés et courageux, ont été ramenés en France hier.

Tués parce que Français,

Tués parce que journalistes,

Assassinés sauvagement par des terroristes,

Assassinés sauvagement par des islamistes,

Leur mort nous rappelle les multiples dangers de ces zones de conflits.

**Ces dangers**, beaucoup de nos diplomates les vivent aussi.

Ils mettent en œuvre avec courage la politique étrangère audacieuse de la France que vous orchestrez avec panache Monsieur le Ministre.

Au nom du groupe UDI, je tiens donc à saluer l'action de tous nos diplomates et de nos agents qui œuvrent au rayonnement de notre pays.

**Ce réseau diplomatique et culturel extraordinaire** dont nous disposons permet de faire porter la voix si forte et si particulière de la France.

Il faut encourager son développement, notamment en redéployant les moyens vers les grands pays émergents.

Le Groupe UDI approuve l'action du gouvernement en ce sens.

**Nos valeurs universelles sont aussi portées par notre culture.** Nous nous inquiétons donc de la baisse des crédits de subventions versées à l'AEFE, à l'Institut français et à Campus France.

**Dans le programme 151**, vous augmentez le nombre de fonctionnaires affectés à la délivrance de visas. Vous faites, Monsieur le Ministre, un bon constat. Dans le contexte de crise économique que nous connaissons, il faut en effet faciliter et augmenter l'arrivée des touristes.

Mais embaucher 75 fonctionnaires de plus, ce n'est pas une bonne allocation des ressources.

Nous sommes en 2013. Ne pouvons-nous pas, dans l'esprit du « choc de simplification », utiliser plus intelligemment internet et les nouvelles technologies pour la délivrance de visas?

Certains pays, par exemple Singapour ou le Nigéria en sont capables. Pourquoi pas nous ?

Vous avez répondu en commission élargie que vos services réfléchissent déjà à cette solution.

Mais le choc de simplification, Monsieur le Ministre, c'est maintenant, tout de suite qu'il faut le faire !

Je suis issu de la société civile. Je peux vous dire que si une entreprise doit réfléchir pendant 2 ans avant de changer ses logiciels informatiques, c'est simple, elle meurt.

Vous avez déjà montré votre capacité de décision rapide et audacieuse.

N'attendez pas 2 ans pour ce programme

Agissez dès aujourd'hui, Monsieur le Ministre. La France en a besoin.

**Parallèlement, le programme 151** inclut une baisse des moyens affectés aux renouvellements de passeports.

Or, s'il faut 11 jours seulement pour la production, il faut en moyenne deux mois pour obtenir le rendez-vous au Consulat permettant d'enclencher le processus. C'est trop long.

Et le citoyen français doit faire deux aller-retours au Consulat.

Par exemple, un étudiant français qui habite à Ithaca, dans l'État de New York, doit rejoindre Manhattan pour refaire son passeport. C'est 12 heures aller-retour.

Quand un Français habitant Eilat doit se rendre au Consulat à Tel Aviv, c'est 10 heures de bus aller-retour.

Quand une famille française habite à Brescia, la deuxième ville de Lombardie, elle doit faire 100 kilomètres pour aller au Consulat à Milan.

Pour les citoyens français de l'étranger, un passeport n'est pas un luxe, c'est une nécessité.

C'est donc là, surtout, qu'il faut affecter des moyens modernes, pragmatiques, efficaces, permettant de gagner du temps et de limiter les déplacements.

**Le groupe UDI s'oppose au nouveau mode de calcul des quotités** attribuées aux familles dans le besoin issu de la réforme du système des bourses scolaires à l'étranger.

De nombreuses familles en difficultés, notamment monoparentales, voient leurs bourses baisser alors que leur niveau de revenus ne change pas.

Partout dans ma circonscription, et notamment en Italie, j'ai été confronté à des mères qui ne peuvent plus faire face aux frais de scolarité de leurs enfants.

Aujourd'hui même a lieu la deuxième commission des bourses. Aujourd'hui des familles vont apprendre qu'elles devront retirer leurs enfants de l'École de la République parce qu'elles n'ont pas d'argent pour payer.

Ces enfants-là vont être séparés de leurs amis, de leurs professeurs, du système scolaire français, par manque de moyens.

Ce qui se passe, c'est le contraire du discours de justice sociale que votre majorité nous sert à toutes les sauces, la plupart du temps au détriment de l'efficacité, au détriment du bon sens.

Une partie de votre majorité s'insurge dès qu'on touche à l'enceinte sacrée de l'École de la République. Elle l'a montré récemment en attaquant à tort le ministre de l'Intérieur.

Mais elle est bien silencieuse quand on coupe les bourses des familles dans le besoin !

Ça, ça s'appelle tout simplement avoir une morale à géométrie variable.

En commission élargie, monsieur le Ministre, vous nous expliquiez que les responsables d'établissements, je vous cite :

*« sont des gens qui connaissent la réalité sociale, qui essaient de faire le maximum pour venir en aide aux familles. »*

Je partage votre sentiment.

Mais Monsieur le Ministre, j'ai parlé avec des responsables d'établissement de ma circonscription. Et c'est justement parce qu'ils sont des gens qui connaissent la réalité sociale qu'ils sont inquiets.

Et c'est parce que les familles sont dans des situations délicates qu'elles sont inquiètes.

Et c'est pour ces raisons que le Groupe UDI, estimant que votre nouveau mode de calcul des quotités revient à mal partager la pénurie, s'inquiète.

**Mes chers collègues**, pour toutes ces raisons et après réflexion, le Groupe UDI votera donc contre les crédits de la mission « Action extérieure de l'État ».